

# Au Burkina Faso, « c'est comme si tous les Peuls étaient djihadistes »

Un ancien membre d'Ansaroul Islam raconte comment le groupe terroriste a tiré parti des humiliations infligées par l'armée aux villageois

## REPORTAGE

OUAGADOUGOU - correspondance

Il se présente avec gêne comme l'un des 33 hommes à avoir tué, le 16 décembre 2016, douze soldats du camp de Nassoumbou, au nord-ouest du Burkina Faso. Au lendemain de cette attaque, la plus importante jamais orchestrée contre des forces de l'ordre dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, les Burkinabés apprenaient, stupéfaits, la naissance du premier groupe terroriste national : Ansaroul Islam.

Gorko Boulo (l'identité a été modifiée) en était membre depuis le début. Si ce jeune homme d'une vingtaine d'années a rejoint cette cause, ce n'est pas pour propager sa foi mais, dit-il, pour défendre les siens : les Peuls, communauté disséminée en Afrique de l'Ouest qui se sent souvent discriminée. « Je veux que le monde sache qu'il y a des gens innocents assassinés et torturés dans le Soum », insiste-il avec la conviction de ceux qui se posent en protecteurs des leurs.

### « Les villageois applaudissent »

Au Burkina Faso, c'est dans cette région du nord que se concentrent la plupart des attaques terroristes, une menace encore inconnue il y a deux ans. La porosité de la frontière avec le Mali – où le conflit s'étend –, les ambitions grandissantes des acteurs du djihadisme au Sahel, le sentiment d'abandon par l'Etat des populations du nord du Burkina, ainsi que l'affaiblissement du système sécuritaire national après la chute de l'ex-président Blaise Compaoré en ont été les principaux facteurs. La fréquence des attaques est allée crescendo. Depuis Nassoumbou, le Soum a subi, selon nos informations, plus d'une cinquantaine d'attaques, dans lesquelles au moins cinquante civils et militaires ont été tués.

Gorko Boulo dit avoir quitté Ansaroul Islam depuis trois mois. Le 16 décembre 2016, il a participé à sa première opération de guérilla. « Il y avait cette peur, avant de commencer, murmure-t-il, la tête baissée. Mais quand j'ai tiré le premier coup, la peur est partie. Je ne peux pas l'expliquer. C'est tellement fort... C'était comme si tout ça, c'était mon travail habituel, mon quotidien. »

Le combat n'a duré qu'une heure et demie. « Seulement une vingtaine de militaires ont riposté. Les autres ont fui, en courant. Ça n'a



étonné personne », affirme-t-il. Le groupe d'assaillants est ensuite reparti avec un véhicule de l'armée en direction de la frontière malienne. « Notre drapeau flottait en l'air sur notre pick-up. Sur la route, des villageois applaudissaient. Ils étaient fiers, assure-t-il. Car c'était avec ces véhicules que les militaires sillonnaient les villages pour arrêter les gens. Ça nous a fait penser que nous étions légitimes, que nous avons le droit de continuer. Que les habitants nous aimaient, qu'on avait le devoir de combattre, qu'ils voulaient qu'on les libère de ces gens qui les détestent », s'empare-t-il, encore convaincu du bien-fondé de son engagement.

Gorko Boulo n'exprime « aucun

regret », ni sur l'attaque de Nassoumbou, ni sur les autres assassinats de membres des forces de défense et de sécurité (FDS) auxquels il a participé. « Quand nous sommes partis du camp, je me suis dit, comme les autres combattants, qu'il n'y avait pas plus juste que cela. On n'a pas regretté. Personne n'a regretté. » Son regard fuyant, caché le plus souvent par sa casquette, devient soudainement direct, plein de ressentiments, lorsqu'il évoque les forces de l'ordre de son pays. « Vu ce que font les FDS à nos parents, je ne regretterai jamais leur mort », clame-t-il.

Pour lui, ce sont les dérapages des forces de l'ordre qui ont décidé Ibrahim Malam Dicko, le chef d'Ansaroul Islam, à attaquer le camp de Nassoumbou. Prêcher local influent depuis la création, en 2012, de son association de promotion de l'Islam, Al Irchad, « Malam » se radicalise après un séjour au Mali, en 2015. Il y fréquente le prédicateur malien Hamadou Koufa, fondateur de la katiba (brigade) Macina, affiliée au groupe djihadiste Ansar Eddine.

Le Burkina est alors encore épargné. Le Soum sert de base arrière aux terroristes agissant au Mali. « Hamadou Koufa pensait que c'était trop tôt pour déclarer la guerre au Burkina. Il voulait continuer à sécuriser la venue de carburant et de vivres pour ses combattants au Mali. Si le Burkina était entré en guerre, tout ça aurait été rendu plus difficile », raconte posément Gorko Boulo. Mais, en novembre 2016, Malam Dicko s'éloigne de la stratégie préconisée par son mentor.

« Malam est rentré au Burkina pour voir de la famille. Il a trouvé son village, Soboulé, assiégé et humilié. Les militaires étaient là. (...) Ils s'en sont pris aux pauvres pay-

*sans. C'était comme si on leur avait dit que tous les Peuls étaient djihadistes. Ils n'ont pas tué, ils ont humilié. Ils ont réuni les familles dans le village, ont déshabillé les vieux, les ont fait courir, danser, chanter et faire des pompes devant leurs femmes et leurs belles-familles, car ils savaient que dans notre culture, c'était une honte.»*

Ces méthodes sont confirmées par un militaire qui a participé à ces opérations dans le Soum. Ce dernier tient cependant à préciser que lui et ses camarades avaient « eu des renseignements sur les villages où ils ont opéré. Il y avait des suspects dans la zone, et c'était des gens vraiment dangereux, on n'avait pas leurs noms, donc il fallait avoir tout le monde à main pour pouvoir détecter les suspects. Mais il y a des villages où ce sont des djihadistes qui ont torturé les habitants ». Des craintes sur les comportements de certains éléments des forces de l'ordre burkinabées ont également été soulevées par des organisations internationales comme Human Rights Watch ou International Crisis Group.

Malgré la décision gouvernementale, prise il y a plusieurs mois, de renforcer les effectifs et les équipements, les conditions

## **les familles, ont déshabillé les vieux, les ont fait courir, danser, chanter »**

**GORKO BOULO**

ancien combattant djihadiste

de travail des forces de l'ordre déployées dans le nord du pays demeurent précaires. Plusieurs sources militaires évoquent une prime journalière de 1500 francs CFA (2,30 euros) qu'elles jugent « insuffisante », des armes encore trop peu nombreuses et en mauvais état. « En plus, ils envoient là-haut des jeunes qui sortent de l'école, parce que personne ne veut y aller, complète une source sécuritaire. Mais ils n'en sont qu'au début de leur formation ! Beaucoup sont perdus. »

Si certains villageois du Soum soutiennent la cause djihadiste à cause d'un sentiment d'abandon et d'injustice grandissant vis-à-vis de l'Etat, une frange beaucoup plus nombreuse de la population vit dans la peur et la psychose, obligée de se taire pour rester en vie. Ansaroul Islam n'hésite pas à assassiner ceux qui « collaborent » avec l'Etat.

### **Programme d'urgence**

Aujourd'hui, Gorko Boulo a rendu les armes. Il dit vivre dans un pays d'Afrique de l'Ouest où il souhaite

ouvrir un commerce. Pour lui, le déclic fut provoqué par l'opération « Bayard », menée en avril 2017 par les soldats français de la force Barkhane le long de la frontière malienne. « J'ai quitté Ansaroul car j'ai su qu'à partir du moment où les Français commencent à nous bombarder, par les airs, ils nous suivraient partout », explique-t-il. Sur ses mains, sa cuisse et sa nuque, des éclats se sont gravés dans la chair.

Depuis l'opération française, Malam Dicko n'est plus aux commandes d'Ansaroul Islam. Selon plusieurs sources, il serait mort d'épuisement et de soif. Jafar, son frère cadet, décrit comme « plus sanguinaire » et « plus fanatique », a pris le relais.

Quant au gouvernement, il semble enfin avoir pris conscience du problème. En octobre 2017, un Forum national pour la sécurité a été organisé. Les propositions formulées sont en train d'être examinées par un comité interministériel, dans le but de réorganiser le secteur de la sécurité. Un programme d'urgence pour le Sahel de 455 milliards de francs CFA (693,6 millions d'euros) a également été lancé. Il promet notamment d'« améliorer la gouvernance administrative et locale ». Dans le nord du Burkina Faso, l'application de ces mesures est attendue avec impatience. ■

**MORGANE LE CAM**

**« Ils ont réuni**